

GINGER
ENVIRONNEMENT

**Communauté de
Communes du Pays de
Nuits-Saint-Georges**

**SCHEMA DIRECTEUR
D'ASSAINISSEMENT**

COMMUNE DE CORGOLOIN

Rapport final

- *Programme de travaux*
- *Projet de zonage d'assainissement*

Octobre 2006

Dossier n° V 04164 LY_RF PC

ETUDES - INGENIERIE - MAITRISE D'ŒUVRE - CONTRÔLE - ANALYSE

**Communauté de Communes du Pays de
Nuits-Saint-Georges**

**SCHEMA DIRECTEUR
D'ASSAINISSEMENT**

COMMUNE DE CORGOLOIN

Rapport final

- ***Programme de travaux***
- ***Projet de zonage d'assainissement***

| | |
|---------------------------------|--|
| Maître d'ouvrage : | Communauté de Communes du Canton de Nuits Saint Georges |
| Assistant au maître d'ouvrage : | DDE 21 - M. Naudion |
| Objet de l'étude : | Schéma directeur d'assainissement de la commune de Corgoloin |
| N° de dossier : | V 04164 LY_RF PC |
| Rédacteur / chargé d'études : | Pierre Chambon |
| Contrôle interne : | Brice Riory |
| Date de réalisation : | 31 octobre 2006 |

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| REGLEMENTATION..... | 4 |
| I. Introduction | 5 |
| II. Cadre réglementaire | 6 |
| PROGRAMME DE TRAVAUX | 8 |
| I. Contexte | 9 |
| II. Description des travaux | 9 |
| II.1. Collecte des effluents | 9 |
| II.2. Raccordement vers la station de Quincey | 11 |
| II.3. Raccordement des communes de Magny les Villers et Villers la Faye | 14 |
| III. Assainissement non collectif..... | 14 |
| IV. Synthèse du programme de travaux | 15 |
| FINANCEMENT | 16 |
| I. Assainissement collectif..... | 17 |
| I.1. Modalités générales | 17 |
| I.2. Le traitement mixte | 18 |
| II. Assainissement autonome | 19 |
| III. Calcul de l'impact potentiel sur le prix de l'eau..... | 19 |
| ASSAINISSEMENT VINICOLE..... | 21 |
| I. Principes généraux | 22 |
| I.1. Rappels | 22 |
| I.2. Les prétraitements..... | 23 |
| I.3. Le comptage..... | 24 |
| I.4. Choix de la filière de traitement des effluents | 24 |
| I.5. Gestion des effluents issus du traitement phytosanitaire | 25 |
| II. Orientations définies par la collectivité | 26 |
| ASSAINISSEMENT PLUVIAL | 27 |
| I. Contexte | 28 |
| II. Orientations | 28 |
| PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT | 29 |
| I. Contexte | 30 |
| II. Présentation du projet de zonage | 30 |

Liste des planches

| | | |
|-------------|--|----|
| Planche 1 - | Projet de zonage d'assainissement..... | 32 |
|-------------|--|----|

Préambule

Le schéma directeur d'assainissement de la commune de Corgoloin a pour but de proposer aux élus les solutions techniques et économiques les mieux adaptées à la collecte, au traitement et au rejet dans le milieu naturel des eaux usées et des eaux pluviales.

La Communauté de Communes du Pays de Nuits Saint Georges a confié, en juillet 2005, la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement de la commune de Corgoloin, ainsi qu'un schéma de gestion des effluents vinicoles, à la société Ginger Environnement.

Cette étude comporte trois volets :

- un volet diagnostic de réseaux,
- un volet zonage d'assainissement,
- un volet gestion des effluents viti-vinicoles.

La première étape de cette étude a consisté à faire un inventaire de l'existant en matière d'équipement d'assainissement collectif et non collectif.

Ces éléments ont constitué une base de réflexion pour l'élaboration des scénarios d'assainissement, présentés dans le rapport précédent.

Les élus se sont prononcés sur les orientations qu'ils souhaitaient donner à la commune de Corgoloin en matière d'assainissement, le programme des travaux présenté dans ce document traduit ces orientations.

Ce document constitue le rapport final de cette étude et comprend :

- le programme de travaux,
- le projet de zonage d'assainissement.



REGLEMENTATION

I. Introduction

La mise en œuvre d'un schéma directeur d'assainissement se réfère à une réglementation très dense.

Dans le cadre de la lutte contre la pollution, deux textes fondamentaux peuvent s'appliquer à la commune de Corgoloin:

- La loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 dont les décrets d'application ont été pris et dont certains articles sont en vigueur, notamment ceux relatifs aux Agences de l'Eau,
- **La loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992** qui abroge de nombreux textes. Ces abrogations sont souvent subordonnées à la publication de décrets.

De nombreux textes doivent être également consultés qui relèvent tout aussi bien de la police et de la gestion des eaux que de la réglementation générale de la construction (permis de construire) ou de la santé publique (salubrité publique). On doit aussi y ajouter le droit communautaire et les conventions internationales.

Cette multiplicité des textes entraîne une multiplicité d'organismes intéressés et de services de contrôle. A ce titre, les préfets et les maires, détenteurs de pouvoirs généraux de police, jouent un rôle pratique déterminant.

Enfin, au-delà de ces mesures et des sanctions pénales encourues, les « pollueurs » de l'eau engagent leur responsabilité civile et peuvent être condamnés notamment à des dommages et intérêts envers les personnes lésées par la pollution.

II. Cadre réglementaire

Les **principaux textes généraux** applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- **Directive européenne du 21 mai 1991** relative au traitement des eaux usées résiduaires urbaines ;
- **Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992** donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
 - ❑ L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales et précise :

« Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. »
 - ❑ L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
 - ❑ L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et dispose désormais :

« les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique pas aux immeubles abandonnés, ni aux immeuble qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »
- **Code des collectivités territoriales**, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- **Code de la santé publique**, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants;
- **Code de l'urbanisme**, notamment son article R.123-11 régissant l'enquête publique du zonage d'assainissement en application de l'article 3 du décret n°94-469 du 3 juin 1994 précité ;
- **Code de la construction et de l'habitation**, notamment ses articles L.111-4 et R.111-3.

Concernant spécifiquement l'assainissement collectif :

- **Décret n°94-469 du 3 juin 1994** relatif à la collecte et au traitement des eaux usées constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la Loi sur l'Eau stipule :

« **Art.2** : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. » ;
- **Circulaire n°94-96 du 13 septembre 1994** relative à l'assainissement des eaux usées urbaines ;
- **Deux arrêtés du 22 décembre 1994** fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- **Circulaire du 12 mai 1995** relative à l'assainissement des eaux usées urbaines ;
- **Arrêté du 21 juin 1996** fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- **Circulaire n°97-31 du 17 février 1997** relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/j (2 000 EH).

Concernant spécifiquement l'assainissement autonome :

- **Deux arrêtés du 6 mai 1996 complétés par l'arrêté du 24 décembre 2003** relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissent de manière complète et cohérente :
 - les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations ;
- **Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997** explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités ;
- **Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 d'août 1998** (non réglementaire) explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.



PROGRAMME DE TRAVAUX

I. Contexte

Compte tenu de la situation existante de l'assainissement communal, les travaux consistent à créer un système d'assainissement (réseaux séparatif et refoulement vers la station d'épuration intercommunale de Quincey).

Ces travaux vont permettre de répondre à plusieurs objectifs généraux détaillés ci-après :

- Elimination des rejets directs de temps sec,
- Elimination des rejets directs de temps de pluie,
- Elimination des eaux claires parasites de temps sec,
- Elimination des eaux claires parasites de temps de pluie,
- Amélioration des conditions d'écoulement,
- Amélioration de la connaissance du fonctionnement du système d'assainissement,
- Amélioration du traitement des effluents.

Par ailleurs, la cas de la commune de Corgoloin a été étudié avec les communes de Magny les Villers et Villers la Faye, qui ont également délégué leur compétence assainissement à la communauté de Communes de Nuits Saint Georges et dont la gestion des effluents pose également problème à l'heure actuelle (cf présentation rapport intermédiaire n°2).

II. Description des travaux

II.1. Collecte des effluents

La collecte des effluents nécessite la réalisation d'un réseau séparatif sur une grande partie du bourg.

Le réseau séparatif existant sur l'impasse du Fourneau, la rue de la Combe, le lotissement au Saussy a été intégré dans cette solution. Aucune anomalie n'a été mise en évidence sur ces tronçons, ces collecteurs sont considérés en bon état et sont donc à conserver en l'état.

Le projet consiste en la création d'un réseau séparatif d'environ 4000 mètres et la reprise d'environ 300 branchements.

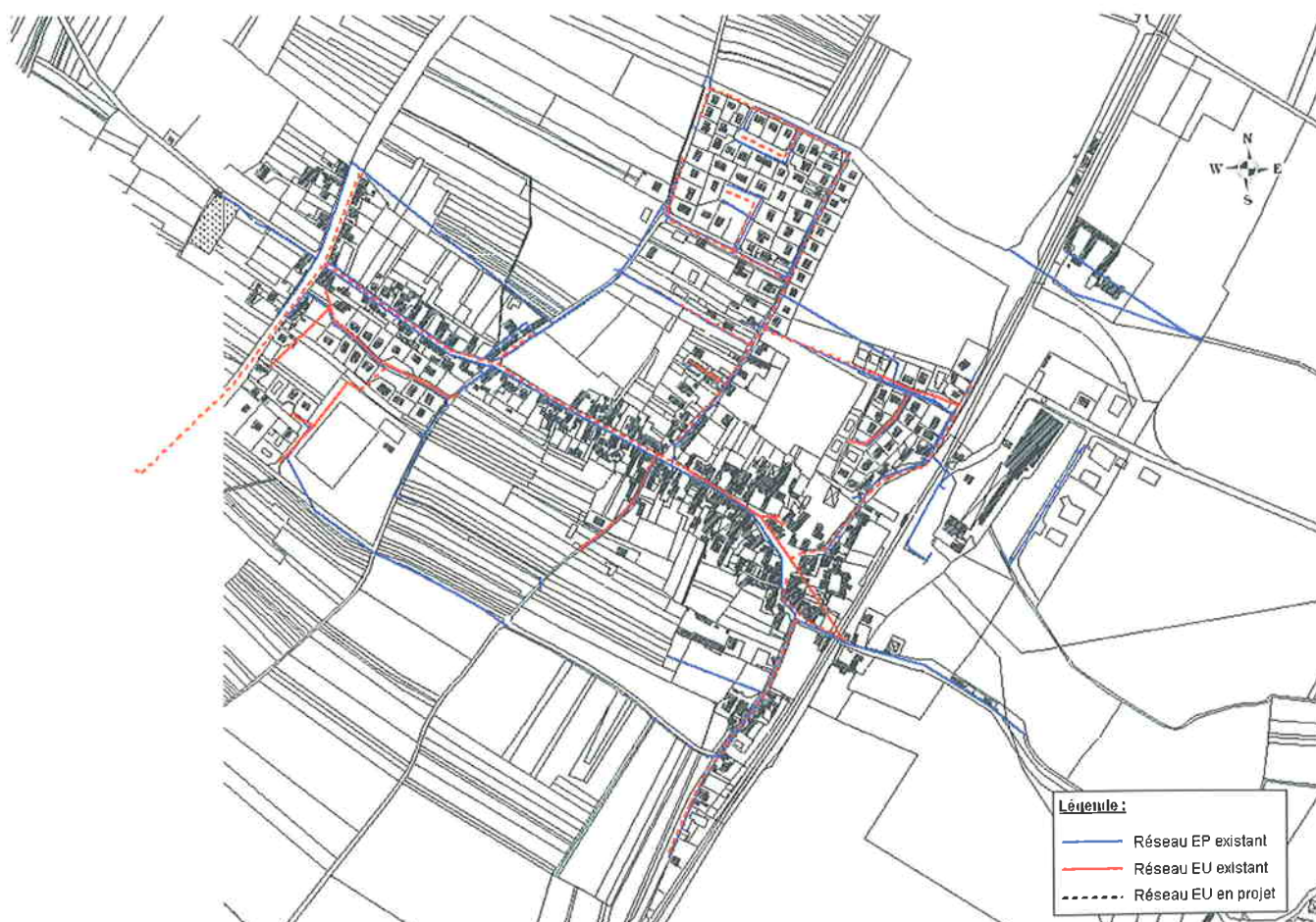
Le raccordement du Clos des Langres nécessite la réalisation d'un réseau séparatif d'environ 320 m.

L'évaluation financière du projet est présentée ci-après :

| Coût prévisionnel d'investissement - part publique | Prix unitaire | Quantité | Montant (HT) |
|---|---------------|----------|--------------------|
| Habitations déjà raccordées | | | |
| Reprise de branchements particuliers | 1 400 € | 300 | 420 000 € |
| Création de branchements particuliers | 900 € | | |
| Réseau de collecte | | | |
| Collecteur gravitaire PVC Ø 200 mm, profondeur 1,30 m (regards compris) | | | |
| - champ et chemin carrossable | 150 €/ml | | |
| - voie communale | 180 €/ml | 4 000 | 720 000 € |
| - voie départementale | 210 €/ml | | |
| - voie nationale | 250 €/ml | 260 | 65 000 € |
| Traitement | | | |
| Unité de traitement à créer ou à réhabiliter (hors achat terrain, réseaux secs et AEP) | | | |
| - à définir | à définir | | |
| - création voie d'accès | 50 €/ml | | |
| Coût prévisionnel d'investissement | | | 1 205 000 € |
| Ratio par habitation | | | 4 017 € |
| Honoraires et imprévus - 15% | | | 180 750 € |
| MONTANT PREVISIONNEL TOTAL DE L'OPERATION | | | 1 390 000 € |

Conclusion :

Le projet de création d'un réseau d'assainissement séparatif dans le bourg de Corgoloin est évalué à 1 390 000 €, le réseau unitaire existant serait conservé à des fins pluviales strictes.



II.2. Raccordement vers la station de Quincey

Après étude de plusieurs solutions techniques (cf. rapport précédent – scénario n°2), le maître d'ouvrage a privilégié cette solution qui consiste à :

- raccorder le réseau à créer de Magny les Villers sur celui de Villers la Faye,
- Créer un collecteur de transfert, en partie en refoulement, vers le réseau de Corgoloin,
- Raccorder le réseau de Corgoloin à celui de Comblanchien, via un poste de refoulement, et créer un bassin tampon afin de laminer les flux polluants envoyés à la station intercommunale.

Une participation au fonctionnement de la station d'épuration de Quincey sera également à intégrer.

II.2.1. Réseau d'assainissement

Le raccordement à la station intercommunale de Quincey peut être envisagé en raccordant le futur réseau d'assainissement séparatif de Corgoloin à celui de Comblanchien, qui converge vers la station d'épuration de Quincey.

Ce scénario nécessite un poste de refoulement et 1210 m de canalisation en refoulement, un bassin tampon et 320 m de canalisation en gravitaire. Cette répartition pourra être amenée à évoluer en fonction de la situation du bassin et de la cote du réseau de Comblanchien.



L'investissement de ce projet, hors bassin, est évalué à :

| Coût prévisionnel d'investissement | Prix unitaire | Quantité | Montant (HT) |
|--|---------------|----------|------------------|
| Réseau de transport | | | |
| Collecteur gravitaire PVC Ø 200 mm, profondeur 1,30 m (regards compris) | | | |
| - champ et chemin carrossable | 150 €/ml | 320 | 48 000 € |
| - voie communale | 180 €/ml | | |
| - voie départementale | 210 €/ml | | |
| - voie nationale | 250 €/ml | | |
| Conduite de refoulement PEHD Ø 90/110 mm, profondeur 1,00 m | | | |
| - champ et chemin carrossable | 120 €/ml | 70 | 8 400 € |
| - voie communale | 130 €/ml | | |
| - voie départementale | 140 €/ml | 1 140 | 159 600 € |
| - en tranchée commune (gravitaire et refoulement) | 100 €/ml | | |
| Poste de refoulement (hors achat terrain, réseaux secs et AEP) | | | |
| - moins de 15 habitations | 15 000 € | | |
| - entre 15 et 50 habitations | 30 000 € | | |
| - entre 50 et 500 habitations | 40 000 € | | |
| - entre 500 et 1000 habitations | 50 000 € | 1 | 50 000 € |
| Coût prévisionnel d'investissement | | | 266 000 € |
| <i>Ratio par habitation</i> | | | |
| Honoraires et imprévus - 15% | | | 39 900 € |
| MONTANT PREVISIONNEL TOTAL DE L'OPERATION | | | 310 000 € |

II.2.2. Participation au fonctionnement de la station d'épuration de Quincey

Une mise aux normes de la station d'épuration de Quincey est en cours (travaux prévus fin 2006), à l'initiative de la Communauté de Communes du Pays de Nuits Saint Georges.

Cette mise aux normes a consisté à mettre en place un traitement poussé de l'azote et du phosphore et à optimiser la filière boue par l'installation d'une unité de compostage.

D'après les éléments issus du dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau, la capacité résiduelle de la station permet le raccordement des communes de Villers la Faye, Magny les Villers et Corgoloin.

Néanmoins, la capacité de la station est théoriquement légèrement dépassée en période de vendanges. En dehors de cette période, il subsiste une capacité de traitement significative.

Afin d'éviter une surcharge en période de vendanges, les services de la police des eaux de la Côte d'Or demande la mise en place d'un bassin de rétention en aval de ces trois communes afin de limiter leur impact sur le fonctionnement de la station intercommunale.

Aucun investissement supplémentaire du fait de ce raccordement n'est donc envisagé sur la station d'épuration de Quincey.

II.2.3. Bassin tampon

Le principe de fonctionnement repose sur un stockage des effluents en période de vendanges et une restitution de manière étalée dans le temps afin d'éviter la concomitance des rejets en entrée de station d'épuration.

Hors période de vendanges, les effluents sont dirigés directement vers la station.

En terme de nuisances olfactives, le stockage d'effluents viti-vinicoles associés à des rejets d'eaux usées nécessite un dispositif d'aération afin de limiter les fermentations anaérobies.

Dans le cas d'effluents strictement vinicoles, certains ouvrages précisent que cette aération n'est peut être pas indispensable : *« Les émissions d'odeurs dues au stockage restent le plus souvent limitées. L'absence de brassage et le caractère acide des effluents associé à des températures plutôt basses bloquent l'essentiel des fermentations anaérobies, responsables d'odeurs nauséabondes. Le stockage devra toutefois, par précaution, être éloigné de toute habitation »* (source : les filières d'épuration des effluents vinicoles ITV 2000).

Au stade de l'étude, une première approche peut être réalisée. Cette analyse constitue une solution parmi d'autres. Elle sera affinée lors de l'élaboration d'un avant-projet qui identifiera l'ensemble des contraintes liées à ces travaux et définira alors la solution optimale d'un point de vue technique et économique.

Les hypothèses considérées sont :

- Un ou plusieurs bassins en géomembrane à ciel ouvert compte tenu des faibles contraintes locales en terme d'habitat,
- la mise en place d'un prétraitement en amont,
- une capacité de stockage de l'ordre de 15 jours en période de pointe.

Le volume à stocker peut être évalué de la manière suivante :

- **charge hydraulique domestique :**
 - 150 l/j/hab
 - 2000 habitants en situation future
 - soit 4500 m³ d'eaux usées strictes
 - soit 5200 m³ en considérant 15% d'eaux parasites
- **charge hydraulique vinicole :**
 - 15400 hl vinifiés
 - 2 hl d'eau/hl de vin
 - 40 % des rejets en période de vendanges (15 j)
 - soit 1230 m³

Le volume du ou des bassins tampons pour laminer le rejet des effluents générés par les communes de Corgoloin, Villers la Faye et Magny les Villers est de l'ordre de 6500 m³ pour stocker une quinzaine de jours de rejet.

Le coût de ce projet peut être estimé entre 650 000 € et 1 000 000 €, études et maîtrise d'œuvre comprises mais hors achat de terrain, amenée de l'eau et de l'électricité, suivant les caractéristiques retenues (aération, nature des prétraitements, etc.) et les contraintes du site non identifiées à ce stade de l'étude (présence de la nappe, etc.).

A titre d'information et de comparaison, un bassin fermé en béton est évalué à plus de 3 000 000 € HT.

II.3. Raccordement des communes de Magny les Villers et Villers la Faye

Une étude détaillée des conditions et modalités techniques de ce raccordement est proposée dans le rapport intermédiaire n°2.

III. Assainissement non collectif

Les investigations menées dans le cadre de cette étude, à savoir des enquêtes par questionnaire, ne permettent pas d'établir un diagnostic complet du parc des dispositifs d'assainissement non collectif et par conséquent un programme de travaux.

Ces investigations seront menées lors de la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif, dont la création a été récemment initiée par la Communauté de Communes du Pays de Nuits Saint Georges.

La définition des points noirs, la hiérarchisation des interventions et l'élaboration du programme de travaux de réhabilitation seront réalisés à l'issue des contrôles de bon fonctionnement.

IV. Synthèse du programme de travaux

Une synthèse des travaux d'assainissement à prévoir sur les communes de Corgoloin, Magny les Villers et Villers la Faye est proposée ci-après :

| Catégorie | Localisation | Description | Montant (€ HT) | | |
|--------------------------|--|--|----------------|-------------|---------------|
| | | | Part publique | Part privée | Part vinicole |
| Collecte | Magny les Villers | Création d'un réseau séparatif des eaux usées (2870 m de gravitaire, 900 de refoulement, 1 PR) | 1 220 000 € | | |
| | | | 1 020 000 € | 170 000 € | 30 000 € |
| Collecte | Villers la Faye | Reprise des branchements des cuveries non raccordées | 20 000 € | | |
| | | | | | 20 000 € |
| Transfert | ancienne station Villers vers réseau Corgoloin | Création d'un réseau de transfert sur 2540 m (1010 en gravitaire, 1530 en refoulement, 1PR) | 520 000 € | | |
| | | | 520 000 € | | |
| Collecte | Corgoloin | Création d'un réseau séparatif des eaux usées | 1 875 000 € | | |
| | | | 1 390 000 € | 420 000 € | 65 000 € |
| Transfert | Raccordement au réseau de Comblanchien | Poste et conduite de refoulement sur environ 1500 m | 310 000 € | | |
| | | | 310 000 € | | |
| Stockage, prétraitements | Bassin tampon | Création d'un bassin tampon aéré | 650 000 € | | |
| | | | 325 000 € | | 325 000 € |
| | | TOTAL | 4 575 000 € | | |
| | | | 3 565 000 € | 590 000 € | 420 000 € |

Compte tenu du caractère intercommunal de ces projets, il est difficile de hiérarchiser les interventions. Une règle doit être considérée : un ordre de travaux de l'aval vers l'amont.

En terme de phasage, plusieurs configurations pourront être étudiées, les travaux pouvant être menés de front ou en série.

Remarque :

Une part d'investissement a été imputée à la profession viticole sur le poste bassin tampon, considérant que la réalisation des réseaux n'est pas fonction de cette activité, alors que la nécessité du bassin tampon est la conséquence directe des rejets vinicoles. Une répartition au prorata de la charge polluante générée sur les 3 communes aboutit à une prise en charge pour moitié par la collectivité et par la profession viticole.

Une part d'investissement a également été considérée pour les aménagements à prévoir au sein de chaque cuverie (prétraitement, reprise de branchements séparatifs, etc.).



FINANCEMENT

I. Assainissement collectif

I.1. Modalités générales

La réalisation et l'amélioration du système d'assainissement collectif peuvent faire l'objet d'aides financières, de la part de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil Général de la Côte d'Or.

Les modalités d'aides financières et les montants alloués sont fonctions de divers paramètres (nature des travaux, coût par branchement, etc.).

Les modalités d'aides de l'Agence de l'Eau répondent à plusieurs objectifs définis dans un programme pluriannuel d'intervention.

Un nouveau programme est en cours d'élaboration pour les années 2007 à 2012 (9^e programme).

Il est vivement conseillé de se rapprocher de ces partenaires avant toute réalisation de projet et/ou d'étude portant sur l'assainissement.

A titre d'information, les modalités d'aides 2006 de ces partenaires financiers sont les suivantes :

| Nature des travaux | Agence de l'Eau ⁽¹⁾ Taux maximum | Conseil Général ⁽²⁾ Taux maximum | Conseil Régional ⁽³⁾ Taux maximum | Taux maximum total sur montant H.T. |
|--|--|--|---|---|
| Réhabilitation réseau | 30% | 50% | 0% | 80% |
| Création réseau de collecte EU | 0% | 50% | 0% | 50% |
| Création réseau de collecte EP | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Création réseau de collecte U | 0% | 50% | 0% | 50% |
| Création réseau de transfert communal | 30% | 50% | 0% | 80% |
| Création réseau de transfert intercommunal | 30% | 50% | 0% | 80% |
| Réhabilitation station < 200 EQH | 0% | 50% | 0% | 50% |
| Réhabilitation station > 200 EQH | 30% | 50% | 0% | 80% |
| Création de station communale > 200 EQH | 30% | 50% | 0% | 80% |
| Création station intercommunale > 200 EQH | 30% | 50% | 0% | 80% |

⁽¹⁾ Taux maximums appliqués sur le montant des travaux répondant aux critères d'éligibilité de l'Agence de l'Eau, plafonné à 675 €/EH.

⁽²⁾ Taux départemental plafonné à 6500 € / br. Pour des montants supérieurs à 80 000 € de travaux, possibilités de 20 % d'aides supplémentaires si atteinte d'objectifs techniques définis au préalable.

⁽³⁾ Dans le cadre d'un Contrat de rivière

1.2. Le traitement mixte

L'adhésion des établissements vinicoles à un traitement collectif mixte avec les effluents domestiques implique une participation financière à l'investissement et au fonctionnement.

Le dimensionnement des ouvrages collectifs doit prendre en compte la part domestique et la part vinicole. La charge financière liée au traitement des effluents vinicoles ne doit pas être supportée par les usagers domestiques.

Deux possibilités sont envisageables pour fixer la participation de chaque type d'usager aux frais d'investissement et de fonctionnement.

Le coefficient de correction :

L'assiette de la redevance assainissement peut être revue à la hausse par un coefficient de correction adapté à la pollution rejetée par les activités vinicoles.

Ce coefficient de pollution sera appliqué sur la consommation d'eau des établissements vinicoles.

Ce mode de participation est appliqué au sein de la communauté de Communes du Pays de Nuits Saint Georges.

Remarque :

Ce mode de facturation peut être faussé par l'utilisation par les viticulteurs d'autres ressources, et notamment des puits.

De fait, la consommation d'eau publique ne traduit pas forcément l'activité et les rejets vinicoles.

La participation financière spécifique aux établissements vinicoles :

Le service d'assainissement peut demander aux établissements vinicoles une participation financière spécifique, conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique qui prévoit que l'autorisation de déversement dans le réseau publique d'eaux usées autre que domestiques peut être subordonnée à une participation financière.

Les modalités particulières de calcul de cette participation doivent être clairement définies dans la convention de raccordement liant la collectivité et l'établissement vinicole.

Les indicateurs retenus pour le calcul de cette redevance sont le plus souvent la quantité de raisins pressurés ou les volumes de moûts produits.

II. Assainissement autonome

Les dispositifs à réhabiliter **identifiés comme points noirs**, soit par leur situation, soit par les contraintes liés à leur emplacement peuvent faire l'objet de subventions de la part de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général à hauteur de 50 %, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- opérations groupées,
- maîtrise d'ouvrage publique,
- existence d'une déclaration d'intérêt général.

Dans le cadre de la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), qui doit être effective depuis le 1^{er} janvier 2006, un inventaire des dispositifs et une hiérarchisation des interventions seront établis.

III. Calcul de l'impact potentiel sur le prix de l'eau

Les travaux proposés constituent avant tout **un outil d'aide à la décision et de planification pour les élus**. Il s'agit de donner une **vision claire et pédagogique des interventions à prévoir en matière d'assainissement collectif**.

Par ailleurs, il existe de nombreuses **marges de manœuvre pour limiter la hausse et lisser dans le temps le prix de l'eau**. Il est, par exemple possible de jouer sur la durée d'amortissement des investissements, de gommer l'amortissement technique par la reprise des subventions, etc.

Le tableau ci-après résume, pour le scénario choisi, le coût des travaux proposés en tenant compte des subventions envisageables accordées par les organismes financeurs ainsi que l'influence des coûts d'investissement sur le prix de l'eau.

Dans le dernier tableau, **l'impact sur le prix de l'eau sur 30 ans** est estimé par le rapport entre le coût total des charges (remboursement d'annuité, coûts de fonctionnement, amortissement) et l'estimation de la consommation annuelle globale.

On calcule ensuite une **augmentation moyenne annuelle du prix de l'eau sur 30 ans** en prenant en compte les dotations à l'amortissement car les reprises de subventions peuvent compenser l'amortissement.

Cette approche sommaire permet d'appréhender un **ordre de grandeur de l'impact des travaux sur le prix de l'eau**. Il convient de rappeler que de nombreuses incertitudes sont considérées pour établir ce calcul qui doit donc être considéré avec précaution.

| | |
|---|--|
| <p>Dossier V 04164 LY</p>  | <p align="center">Communauté de Communes du Pays de Nuits Saint Georges</p> <p align="center">Schéma Directeur d'Assainissement</p> <p align="center"><i>Impact des travaux sur le prix de l'eau</i></p> |
|---|--|

| Investissement et subventions | Corgoloin | Magny les Villers | Villers la Faye |
|-------------------------------|-----------|-------------------|-----------------|
| Travaux réseau (€HT) | 1 725 000 | 1 290 000 | 550 000 |
| Travaux station (€HT) | 0 | 0 | 0 |
| Total subventions (€HT) | 963 000 | 422 250 | 385 000 |
| Investissement communal (€HT) | 762 000 | 867 750 | 165 000 |

| Exploitation | | | |
|--|-------|-------|---|
| Nouvelles dépenses d'exploitation annuelles (€HT/an) | 9 100 | 7 100 | 0 |

| Amortissement | | | |
|---|-----------|-----------|---------|
| Matériel tournant (€HT) | | | |
| Durée de vie (ans) | 20 | 20 | 20 |
| Génie civil (€HT) | 1 725 000 | 1 290 000 | 550 000 |
| Durée de vie (ans) | 50 | 50 | 50 |
| Dotations aux amortissements (€HT) | 34 500 | 25 800 | 11 000 |
| Augmentation annuelle du coût de la vie | 1% | 1% | 1% |

| Détails sur l'emprunt | | | |
|--------------------------|---------|---------|---------|
| Capital emprunté (€HT) | 762 000 | 867 750 | 165 000 |
| Taux de l'emprunt | 4% | 4% | 4% |
| Durée de l'emprunt (ans) | 20 | 20 | 20 |
| Annuité constante (€HT) | 56 069 | 63 851 | 12 141 |

| Abonnés-Consommation | | | |
|---|------|------|------|
| Estimation du nombre d'abonnés | 375 | 105 | 200 |
| Estimation du nombre d'habitants par foyer | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Ratio de consommation (m ³ /i/hab) | 0.12 | 0.15 | 0.13 |

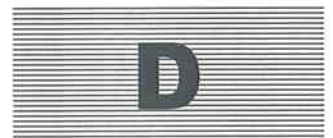
| Impact financier | | | |
|---|--------|--------|--------|
| Annuités | 56 069 | 63 851 | 12 141 |
| Fonctionnement | 9 100 | 7 100 | 0 |
| Amortissement | 34 500 | 25 800 | 11 000 |
| Total | 99 669 | 96 751 | 23 141 |
| Estimation consommation AEP (m ³ /an) | 41 063 | 14 372 | 23 725 |
| Impact sur le prix de l'eau (€HT/m ³) | 2.427 | 6.732 | 0.975 |
| Augmentation du prix de l'eau (€HT/m ³) | 2.427 | 6.732 | 0.975 |

| Impact sur le prix de l'eau sur 30 ans | Corgoloin | Magny les Villers | Villers la Faye |
|--|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Coût actuel de l'eau (€HT/m ³) | 1.10 € | | 0.28 € |
| Dont part assainissement (€HT/m ³) | - | - | |
| Abonnement (part fixe) | 31.52 € | | 53.00 € |
| Augmentation moyenne annuelle du prix de l'eau sur 30 ans avec amortissement | + 0.04 €HT/m ³ /an | + 0.08 €HT/m ³ /an | + 0.02 €HT/m ³ /an |
| | + 5.3 €HT/abonné/an | + 11.5 €HT/abonné/an | + 2.3 €HT/abonné/an |
| Taux de subventions (Hypothèse de calcul) | 56% | 33% | 70% |

Remarque :

Afin de considérer la part "traitement", il convient également d'intégrer dans cette approche le "fonds" de redevance assainissement de la Plaine de Nuits (réseaux existants aval + STEP) sachant que le projet de lissage des tarifs sur la Plaine de Nuits est d'atteindre 35 € HT de part fixe et 0,86 € HT/m³.

Ces montants seront donc à ajouter pour avoir une idée du tarif réel d'assainissement sur ces 3 communes.



ASSAINISSEMENT VINICOLE

I. Principes généraux

I.1. Rappels

Un état des lieux des dispositifs existant en matière d'assainissement a été réalisé dans le cadre de cette étude et présenté dans le rapport intermédiaire n°2.

Cet état des lieux avait abouti aux conclusions suivantes :

- environ 40 % des installations disposent d'un dispositif de prétraitement (qui donne satisfaction dans seulement 50 % des cas),
- aucune cuverie ne dispose de dispositif de traitement.

Des recommandations ont été formulées en vue de la réduction des rejets d'une manière générale au sein de chaque cuverie (cf. rapport intermédiaire n°2 de référence V 04164 LY/RI2_PC. Ces recommandations portaient sur :

- la gestion de l'eau
- la connaissance des consommations d'eau
- la réduction des pertes d'eau
- la séparation des réseaux
- amélioration de l'efficacité du lavage
- le détartrage
- la conception du chai
- la récupération des sous produits
- la sensibilisation du personnel

A noter également que certains aménagements au sein des cuveries peuvent faire l'objet d'aides financière de la part de l'Agence de l'Eau.

Quelque soit la solution retenue par chaque exploitation, assainissement collectif ou assainissement individuel, les prétraitements constituent une étape indispensable dans la gestion des effluents viti-vinicoles.

I.2. Les prétraitements

Les rejets générés par l'activité vinicole sont essentiellement sous forme dissoute. Néanmoins, ils contiennent généralement divers éléments solides : rafles, pépins, cailloux, cristaux de tartre, etc.

Outre la surcharge polluante qu'ils représentent, ces éléments peuvent contribuer à boucher ou endommager les canalisations et pompes qui se trouvent à l'aval.

Leur élimination avant tout dispositif de traitement est par conséquent indispensable.

Les prétraitements consistent essentiellement à une opération de dégrillage – tamisage des effluents.

Le dégrillage consiste à séparer de manière physique les éléments solides véhiculés par les effluents vinicoles. En sortie de cave, les effluents ruissellent sur un dispositif de type grille ou panier qui retient les débris solides. La notion de dégrillage ou de tamisage est conditionnée par la taille de la maille. Le compromis entre le maximum de séparation et le minimum de colmatage est une maille de l'ordre de 1 mm.

Pour ce faire, les dégrilleurs statiques sont les plus adaptés aux installations de faible capacité

Les dispositifs statiques existants sont :

- *les paniers dégrilleurs* : ils constituent des équipements économiques qui nécessite un entretien régulier.
- *les tamis statiques inclinés* : ces appareils peuvent être comparés à un toboggan dont le plancher est constitué de lamelles. Les particules solides sont retenues en surface, alors que le liquide passe à travers l'ouvrage, ce qui entraîne une séparation efficace. Le dispositif fonctionne sans mouvement, d'où une facilité d'entretien et une garantie de longévité.

Le coût de ces dispositifs adaptés aux petites installations varie de 150 à 300 € pour un panier dégrilleur et de 4 500 à 6.000 € pour un tamis statique.

Remarque :

Les bacs de décantation assurent un prétraitement par séparation des éléments en suspension dans les effluents par simple effet de la gravité.

Pour assurer une efficacité du dispositif, une vidange régulière de l'ouvrage est impérative.

La Communauté de Communes de Nuits Saint Georges impose la vidange du bac au minimum après chaque vendange, afin d'éviter toute accumulation et limiter les risques de fermentation, source de nuisances olfactives et de développement d'insectes.

Près de 40 % des exploitations de Corgoloin en sont équipés.

I.3. Le comptage

I.3.1. Suivi de la consommation

Un suivi de la consommation nécessite un dispositif de comptage spécifique à l'activité vinicole, peu de cuveries en disposent sur le territoire communal.

Cet équipement constitue un outil indispensable pour suivre l'évolution des consommations et permettre une gestion de l'eau au sein de la cuverie.

Ce suivi constitue un **enjeu technique et économique** important :

- l'eau est une ressource essentielle, à préserver, dont le prix ne va cesser d'augmenter,
- les volumes d'eau conditionnent directement les volumes de rejets à traiter.

Ainsi, cette gestion constitue un **intérêt commun** pour chaque exploitant comme pour la collectivité.

I.3.2. Suivi des rejets

La mise en place d'un dispositif de comptage permanent, ou tout du moins des aménagements prévus pour des mesures ponctuelles, sont préconisés afin d'être en mesure de quantifier les charges hydrauliques et polluantes rejetées par chaque exploitation.

Cet équipement permettrait également de sensibiliser les exploitants sur la gestion de l'eau et sur les pratiques au sein de la cuverie.

I.4. Choix de la filière de traitement des effluents

Le choix de la filière de traitement repose sur de nombreuses variables, qui constituent une équation dont le résultat devra atteindre le meilleur compromis technique, environnemental et financier.

Les principaux critères à prendre en considération sont :

➤ Objectifs de qualité du milieu récepteur

Les caractéristiques du milieu récepteur (qualité, hydrologie (pouvoir de dilution et d'autoépuration) conditionnent les qualités requises pour le rejet et par conséquent le niveau de traitement des installations.

➤ Caractéristiques des rejets

La quantité d'effluents rejetés, leur qualité, la variabilité des rejets constituent autant de données à prendre en compte dans cette réflexion.

➤ Contrainte de site

Les caractéristiques des installations, en terme de superficie disponible, d'environnement immédiat, de terrains à proximité conditionnent le type de filière à envisager.

➤ **Contraintes climatiques**

L'évaporation sera directement conditionnée par les caractéristiques locales du climat.

➤ **Pédologie**

L'épandage sera tributaire de la nature des sols et de l'usage qu'il en est fait.

➤ **Gestion des boues issues du traitement**

Tout système de traitement génère des sous-produits dont la gestion doit être intégrée à l'origine de la réflexion.

➤ **Coûts d'investissement et d'exploitation de la solution**

➤ **Aides des partenaires financiers** et notamment de l'agence de l'Eau, du Conseil Général et du Conseil Régional

1.5. Gestion des effluents issus du traitement phytosanitaire

La gestion des effluents phytosanitaires constitue une problématique identifiée à l'échelle de la Cote viticole.

L'eau de lavage des cuves, chargée en produits phytosanitaires, est considérée comme un déchet et doit être traitée en tant que telle.

En aucun cas, ces eaux ne doivent être renvoyées vers le réseau d'assainissement collectif.

Il convient également de préciser qu'à ce jour, le cadre réglementaire du devenir des effluents viticoles reste relativement flou.

Néanmoins, une filière spécifique de traitement, à l'échelle individuelle ou collective, peut être réfléchi par la profession.

La plupart des viticulteurs de Corgoloin ont manifesté le besoin d'une **aire collective** à l'échelle communale. Plusieurs ont même suggéré sa localisation, à proximité de la gare.

Le regroupement de plusieurs exploitations permettrait de réduire les coûts et d'assurer une meilleure gestion de ces effluents par un traitement adapté. De plus, ces aires peuvent avoir plusieurs vocations répondant aux besoins des exploitants (stockage des marcs, benne, etc.).

Une installation de ce type vient de voir le jour sur la commune de Meursault. Le retour d'expérience locale (technique, administratif, réglementaire, organisationnel) pourra être source d'enseignement.

Des dispositions particulières doivent être réfléchies avant toute réalisation de projet et notamment :

- l'emplacement de l'aire
- la facilité l'accès du pulvérisateur
- la gestion de l'eau (dispositif anti-retour, etc.)
- etc.

L'estimation d'un coût pour ce type de filière va dépendre de l'ensemble de ces variables et du volume d'effluents à traiter.

II. Orientations définies par la collectivité

Les principales caractéristiques rencontrées sur le territoire communal sont les suivantes :

- de nombreuses cuveries (13) qui vinifient sur site pour la plupart,
- des exploitations qui vinifient en moyenne environ 500 hl/an,
- des installations majoritairement regroupées au cœur du village, dans un habitat plutôt dense, à l'exception de trois cuveries,
- l'existence d'un réseau collectif sans traitement à son exutoire,
- le projet de création d'un réseau séparatif à court terme.

Toute solution d'assainissement autonome nécessite une surface minimum au sein de chaque cuverie pour implanter un bassin de stockage, des parcelles aptes pour l'épandage à proximité de l'installation. Les préconisations et un dimensionnement sommaire des installations ont été également proposés dans le rapport précédent.

Les solutions retenues par le maître d'ouvrage, suite aux scénarios étudiés lors de la précédente phase de l'étude, sont les suivants :

- un assainissement collectif pour l'ensemble des cuveries du bourg, y compris le clos des langres et les négociants,
- Un assainissement individuel pour les deux exploitations situées à Cussigny.

Approche financière sommaire :

| | | |
|--|-------------|--------------|
| Aménagement | 50 % bassin | 100 % bassin |
| Investissement | 325 000 € | 650 000 € |
| Fonctionnement annuel (2.5 €/m3) | 8 125 € | 16 250 € |
| Subventions (25 % CG + 25 % AE) | 162 500 € | 325 000 € |

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Investissement+fonctionnement sur 20 ans | 325 000 € | 650 000 € |
| Taux de l'emprunt | 4% | 4% |
| Durée de l'emprunt (ans) | 20 | 20 |
| Annuité (€HT) | 23 914 | 47 828 |

| | | |
|-----------------------|-------|-------|
| Volume vinifié | 15438 | 15438 |
|-----------------------|-------|-------|

| | | |
|--------------------------------------|------|------|
| Impact financier | | |
| Investissement (€/hl) | 0.77 | 1.55 |
| Investissement+fonctionnement (€/hl) | 1.55 | 3.10 |

En première approche, la participation nécessaire pour financer cet équipement variera entre 1.5 et 3.1 suivant les modalités de répartition définies par la collectivité.



ASSAINISSEMENT PLUVIAL

I. Contexte

D'une manière générale la gestion des eaux pluviales ne constitue pas une contrainte sur le territoire communal.

Les aménagements visant à limiter les effets liés à l'érosion des vignobles semblent efficaces. Aucun dysfonctionnement majeur n'a été constaté sur le bourg de Corgoloin.

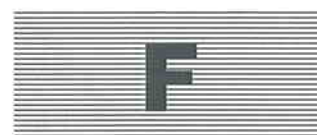
II. Orientations

Toute urbanisation doit prendre en compte le volet pluvial avec des mesures visant à gérer au mieux les eaux de pluie et de ruissellement.

Concernant les scénarios d'assainissement collectif et bien que le réseau communal soit unitaire, la commune doit limiter les apports d'eaux claires dans la station de traitement :

- Le réseau des nouveaux secteurs urbanisés doit être séparatif
- Aucune source d'eau parasite (source, drain, fontaine, bassin, etc.) ne doit être connecté au réseau d'assainissement.

Ces mesures consistent à limiter l'imperméabilisation des surfaces, à récupérer les eaux de ruissellement pour une autre utilisation (arrosage) et à favoriser l'infiltration des eaux à la parcelle lorsque c'est possible.



PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

I. Contexte

Le zonage d'assainissement traduit les orientations communales en terme d'assainissement collectif et non collectif.

Le mode d'assainissement doit ainsi être précisé pour l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables.

C'est pourquoi la carte de zonage doit être cohérente et homogène avec le document d'urbanisme en vigueur.

La commune de Corgoloin dispose d'un Plan d'Occupation des Sols en vigueur depuis 1991.

Le zonage proposé a donc été réalisé sur cette base, en considérant les habitations raccordées au réseau d'assainissement.

Pour des raisons de lisibilité, nous avons distingué deux catégories en ce qui concerne le mode d'assainissement collectif :

- assainissement collectif en situation actuelle,
- assainissement collectif en situation future,

afin de mettre en évidence la situation actuelle et les orientations prises par la commune.

Nous insistons sur le fait que les scénarios proposés dans ce rapport constituent avant tout **outil d'aide à la décision et de planification** pour les élus. Il s'agit simplement de donner une vision claire et pédagogique et une information la plus large possible.

II. Présentation du projet de zonage

 *Planche 1 : Projet de zonage d'assainissement*

Ainsi, le zonage d'assainissement proposé en fonction de l'assainissement collectif existant, du développement urbanistique envisagé par la commune et des contraintes identifiées en matière d'assainissement aboutit au projet suivant :

- Assainissement collectif sur la totalité du Bourg,
- Assainissement autonome sur le reste du territoire communal, y compris les hameaux de Moux et Cussigny.

Ce projet de zonage a été validé par le conseil municipal durant l'été 2006 et servira de base pour l'établissement du dossier d'enquête publique.

Nous rappelons que peuvent être « zonées » en assainissement collectif :

- Les habitations actuellement desservies par un réseau d'assainissement,
- Les habitations desservies, dans le futur, par un réseau d'assainissement,
- Les parcelles constructibles raccordables actuellement ou dans le futur.

Les autres habitations ainsi que les parcelles constructibles non desservies actuellement ou dans le futur, seront « zonées » en assainissement autonome.

Ces choix nous permettront d'élaborer la **Carte de Zonage d'Assainissement** conformément à l'article 35 de la Loi sur l'Eau.

Cette carte de zonage sera ensuite soumise à **enquête publique**.



Glossaire (volet assainissement)

Assainissement collectif

Système d'assainissement comportant un réseau de collecte des eaux usées et une station d'épuration réalisés par un maître d'ouvrage public.

Assainissement autonome ou assainissement non collectif

Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

DBO5 - Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (mg/l)

Elle représente la quantité de pollution biodégradable. Elle correspond à la quantité d'oxygène nécessaire, pendant 5 jours, aux microorganismes contenus dans l'eau pour oxyder une partie des matières carbonées.

DCO - Demande Chimique en Oxygène (mg/l)

Elle représente la quantité totale de pollution oxydable. Elle correspond à la quantité d'oxygène qu'il faut fournir grâce à des réactifs chimiques puissants, pour oxyder les matières contenues dans l'effluent. Idem DBO5, incluses en plus les substances qui ne sont pas biodégradables.

MES - Matières En Suspension (mg/l)

Elles caractérisent la fraction de pollution non dissoute. Elles sont mesurées par pesée, après décantation, filtration ou centrifugation.

MA - Matières Azotées (mg/l)

Elles représentent le teneur en azote organique et ammoniacal (NTK) présent dans les eaux usées. Pour connaître la quantité globale d'azote (NGL) contenue dans les eaux, il faut additionner les nitrites (NO₂) et nitrates (NO₃).

MP - Matières Phosphorées (mg/l)

Elles représentent la quantité de phosphore total contenue dans les effluents sous diverses formes : phosphore organique, phosphates (PO₄).

pH

Il représente l'acidité ou la basicité de l'eau. Les valeurs s'échelonnent de 0 à 14. La neutralité correspond à un pH de 7.

Conductivité (μS)

Elle traduit le pouvoir qu'a l'eau de laisser le courant électrique. Elle est liée à la quantité de matières en solution.

Eaux ménagères

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes

Eaux provenant des W.C.

Eaux usées

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

Eaux claires parasites

Eaux peu ou pas polluées pénétrant dans les réseaux d'assainissement. Elles gênent fortement le fonctionnement des stations d'épuration, celui-ci étant d'autant meilleur que la pollution est plus concentrée.

Effluents

Eaux usées+eaux pluviales+eaux claires parasites circulant dans les réseaux de collecte.

Equivalent-habitant (EH)

Il représente les quantités journalières de pollution prises en compte pour un habitant. Elles sont fixées par arrêté ministériel à :

150 l/j/hab – 90 g de MES (Matières En Suspension) – 57 g de MO (Matières Organiques) – 15 g de MA (Matières Azotées) – 4 g de MP (Matières Phosphorées)

Filière d'assainissement

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

Géoassainissement

Procédé d'épuration utilisant les capacités épuratoires naturelles du sol.

Hydromorphie

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Karst

Roche calcaire fissurée abritant des nappes d'eau souterraines. L'eau et la pollution se propagent rapidement dans les systèmes karstiques.

Perméabilité

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

P.O.S.

Plan d'Occupation des Sols :

Document qui régit le développement urbanistique sur le territoire communal.

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme :

Document qui régit le développement urbanistique sur le territoire communal.

Zone sensible

Délimitation réglementaire (issue d'une directive européenne) de bassins soumis à des problèmes d'eutrophisation du fait notamment des rejets des stations d'épuration. Cette délimitation entraîne des contraintes sur les rejets.

Zone vulnérable

Délimitation réglementaire (issue d'une directive européenne) de territoires soumis à des pollutions par les nitrates de sources agricoles. La délimitation entraîne la mise en oeuvre des programmes d'actions afin de réduire ces pollutions.

Glossaire (volet viti-vinicole)

Bourbes

Particules les plus lourdes (bourbes) qui se déposent au fond de la cuve.

Collage

Opération qui consiste, avant la mise en bouteille, à clarifier et à stabiliser le vin.

Débourbage

Etape de la vinification qui consiste à éliminer, juste avant la fermentation les bourbes d'un vin de raisins blancs. Les bourbes sont des particules en suspension (terre, débris solides du raisin) qui pourraient apporter un goût désagréable au vin.

Effluents phytosanitaires (ou viticoles)

Effluents formés par les eaux de rinçage et les fonds de cuve des pulvérisateurs, résultant de la protection du vignoble.

Effluents vinicoles

Effluents essentiellement organiques résultant de la transformation du raisin en vin.

Filtration

Technique qui consiste à clarifier les vins en faisant passer le vin à travers une couche filtrante (terre, plaque ou membranes).

Lie

Dépôt qui apparaît au fond de la cuve, du fût ou de la bouteille, après la fermentation ou le stockage du vin. Pour les vins blancs, les lies jouent un rôle essentiel, apportant matières azotées et arômes.

Marc

Résidus solides issus du pressoir après extraction du jus (peau, pépins, rafles...)

Pressurage

Opération qui consiste à séparer le moût ou le vin des matières solides qui les imprègnent.

Soutirage

Passage du vin d'un contenant à un autre pour l'aérer et éventuellement le débarrasser de ses lies.